



Linda Duncan

DÉPUTÉE // EDMONTON—STRATHCONA
www.LindaDuncanMP.ca

DANS CE NUMÉRO : Services offerts par la députée | Faits saillants de la dernière session parlementaire | Projet de loi d'exécution du budget | Réforme des lois sur l'environnement | Projet de légalisation du cannabis | Autres projets de loi et rapports | Examen de la politique énergétique nationale | Photos : Dans la collectivité

Bonjour à toutes et à tous!

Le discours de la militante du droit à l'éducation Malala Yousafzai, qu'elle a prononcé après avoir reçu la citoyenneté canadienne honoraire, a été un fait saillant de la présente législature. En dehors de cela, les débats au Parlement ont porté sur une deuxième proposition du gouvernement libéral majoritaire visant à changer unilatéralement le Règlement de la Chambre et ayant pour effet de limiter la capacité de l'opposition à tenir le gouvernement responsable. Cette initiative fait suite au retournement de veste du gouvernement en ce qui concerne sa promesse de changer les lois électorales et de mettre un terme au mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour, réforme en faveur de laquelle la majorité des Canadiens s'était prononcée pendant les consultations. Nombreux sont ceux qui continuent à demander un mode de scrutin qui ferait une plus grande part à la représentation proportionnelle.

Le Parlement s'est aussi penché longuement sur l'impact que les réformes de l'administration Trump pourraient avoir sur le Canada, concernant notamment l'immigration, les demandes d'asile et les échanges commerciaux. L'administration Trump veut, entre autres choses, renégocier l'ALENA et voir disparaître le système de gestion de l'offre qui régit notre secteur laitier, et menace d'augmenter les tarifs douaniers sur les exportations de bois d'œuvre avec d'éventuelles conséquences sur nos exportations de pétrole et



En avril, j'ai eu le grand honneur de participer à l'inauguration officielle de la nouvelle école secondaire francophone de premier cycle et de niveau supérieur Michaëlle Jean, dans le quartier de Forest Heights.

de gaz. Toutes ces mesures peuvent avoir des conséquences sur l'économie de l'Alberta.

De la même manière, la volte-face des Américains en ce qui concerne d'importantes mesures de protection environnementales, dont le reniement de l'Accord de Paris qui visait à agir sur les changements climatiques, l'abandon progressif des centrales électriques au charbon,

la réglementation des émissions de méthane, les normes des véhicules moins polluants, pourrait avoir un impact sur les mesures parallèles que nos gouvernements fédéral et provincial se sont engagés à prendre en vue d'un avenir laissant la part belle aux énergies plus propres. Le gouvernement fédéral, préoccupé, a déjà réagi en retardant de deux ans la réglementation des émissions de méthane. On peut se rassurer par le fait que de nombreux États américains maintiennent leurs politiques en matière d'énergie propre sur les rails. Je suis impatiente de discuter des perspectives d'avenir en matière d'énergies propres à l'occasion d'une soirée de projection suivie d'une table ronde dont je serai l'hôte le 25 mai prochain, au cinéma Metro. J'espère vous y rencontrer.

Power to Change: The Energy Rebellion

18:30, jeudi le 25 mai | Metro Cinema, 8712 109 St. | Billets \$9/\$12

Sur invitation du Metro Cinéma, dans la série Présentateur Invité, je suis heureuse d'avoir l'opportunité de présenter le documentaire allemand « Power to Change : The Energy Rebellion », suivi d'un débat sur les perspectives d'une transition vers une énergie plus propre en Alberta. Veuillez visiter mon site web afin d'obtenir plus d'information.

Le débat se fera avec les invités suivants :

- Clifton Lofthaug, Président, Great Canadian Solar Ltd.
- Gil McGowan, Président, Alberta Federation of Labour
- Evan Wilson, Directeur Régional, Association canadienne de l'énergie éolienne

Linda

L'année 2017 marque le 150^e anniversaire de la Confédération du Canada! Consultez le www.canada150.gc.ca pour de l'information sur les célébrations locales et nationales.

CE QUE JE PEUX FAIRE POUR VOUS AIDER

Mon personnel et moi sommes à votre disposition pour vous aider à régler des questions d'ordre fédéral. Voici une idée des services que nous offrons. Contactez Hélène à mon bureau de circonscription (780-495-8404) pour de l'assistance en français.

À mon bureau de circonscription à Edmonton :

- Assurance-emploi
- Citoyenneté et immigration
- Régime de pensions du Canada (RPC), Sécurité de la vieillesse (SV), Supplément de revenu garanti (SRG)
- Agence du revenu du Canada
- Prêts étudiants
- Rencontre avec la députée
- Invitations à des activités
- Anciens combattants

À mon bureau de circonscription à Ottawa :

- Renseignements sur les lois
- Présentation d'une pétition à la Chambre des communes
- Accès à de l'information sur les projets de loi, lois, politiques et déclarations à la Chambre
- Communication avec les ministères
- Visite de la Chambre des communes et présence à la période de questions

SALUTATIONS ET FÉLICITATIONS

Vous ou une personne de votre connaissance fêtez un anniversaire de naissance ou autre? L'obtention d'un diplôme? Je serais heureuse de leur envoyer des félicitations ou de faciliter l'envoi de messages spéciaux.

Sa Majesté, La Reine

Anniversaire de mariage : 60 ans ou plus, à intervalles de cinq ans.

Anniversaire de naissance : 100 ans ou plus.

(Il faut prévoir de six à huit semaines. La demande doit être accompagnée du certificat de naissance ou de mariage.)

Linda F. Duncan, députée

Anniversaire de naissance ou autre, obtention d'un diplôme, citoyenneté ou autre occasion.

Gouverneur général

Anniversaire de mariage : 50 ans ou plus.

Anniversaire de naissance : 90 ans ou plus.

(Intervalles de cinq ans dans les deux cas. Il faut prévoir de six à huit semaines.)

Premier ministre

Anniversaire de mariage : 25 ans ou plus, à intervalles de cinq ans.

Anniversaire de naissance : 65 ans ou plus, à intervalles de cinq ans.

(Il faut prévoir six semaines.)

PROGRAMMES ET SERVICES DU GOUVERNEMENT

Il est possible d'obtenir des renseignements sur les programmes et services gouvernementaux en composant sans frais le 1-800 O-Canada (1-800-622-6232; ATS : 1-800-926-9105), en consultant le site www.servicecanada.gc.ca ou en visitant un Centre de Service Canada.

Préparation de votre déclaration de revenus

L'Agence du revenu du Canada (ARC) n'envoie plus par la poste les formulaires d'impôts. Vous devez composer le 1 800 959 8281 pour en commander un exemplaire ou encore en imprimer un à partir du site Web de l'ARC (www.cra.gc.ca). Ce site offre également un lien vers un logiciel gratuit vous permettant de préparer votre déclaration de revenus en ligne.

Prêts étudiants

Pour de l'information sur la façon d'obtenir un prêt étudiant, rendez-vous à www.cibletudes.ca/fra/prets_bourses/prets/index.shtml.

Pour de l'information sur l'aide au remboursement, visitez le www.cibletudes.ca/fra/prets_bourses/remboursement/aide/index.shtml.

Recherche d'emplois

Pour obtenir de l'information sur le guichet emplois, la préparation d'un CV, les possibilités d'emploi pour les jeunes et les étudiants, et les possibilités d'emploi à la fonction publique fédérale, visitez le www.servicecanada.gc.ca/fra/vie/emploi.shtml.

Régime de pensions du Canada

Pour des renseignements sur le RPC, la prestation de survivant et la prestation d'invalidité du RPC, consultez le www.servicecanada.gc.ca/fra/services/pensions/rpc/index.shtml.

L'information sur la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti

www.servicecanada.gc.ca/fra/services/pensions/sv/index.shtml.

Réforme des lois sur l'environnement

Deux ans après être arrivé au pouvoir, le gouvernement n'a toujours pas présenté les réformes qu'il avait promises en ce qui concerne le processus fédéral d'évaluation environnementale, les pêcheries, la protection des eaux navigables et l'Office national de l'énergie. Bien qu'un comité ait recommandé de ne pas restaurer les mécanismes de protection antérieurs de nos lacs et de nos rivières, le gouvernement n'a toujours pas fait connaître sa réponse. (Le rapport peut être consulté en ligne à bit.ly/navigateau).

À la suite de consultations, un comité désigné de spécialistes recommande dans son rapport que le processus d'évaluation environnementale fédéral soit fortement remanié et que soit notamment créé un nouveau tribunal permanent responsable de l'évaluation des impacts et que soient renforcés les droits du public et des peuples autochtones à participer aux évaluations. Il appuie aussi les appels à réfléchir aux impacts régionaux et cumulatifs que d'énormes projets pourraient avoir et recommande l'évaluation de toutes les décisions politiques afin d'en envisager les répercussions environnementales, sociales et culturelles. Vous pouvez consulter le rapport en ligne à bit.ly/expertenvironnementcomite.

Un récent rapport d'enquête produit par l'UNESCO a mis en lumière des dangers importants qui menacent le parc national du Canada Wood Buffalo et en a appelé au gouvernement fédéral de se pencher sur les impacts

de l'exploitation des sables bitumineux et du barrage du site C en Colombie-Britannique sur ce site du patrimoine mondial. Un autre rapport de suivi récent indique qu'il est possible que les émissions cumulatives résultant de l'exploitation des sables bitumineux soient beaucoup plus importantes que ce que l'on avait dit.

J'ai demandé au gouvernement de présenter, avant le dépôt d'un projet de loi, un livre blanc des réformes qu'il entend faire étant donné qu'il a eu tendance à refuser tout amendement à ses projets de

loi. Il sera important que ces réformes soient soumises au regard critique de la population.

J'ai participé en tant que membre du Comité permanent de l'environnement à un examen de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, la loi fédérale qui régleme

les substances toxiques. La plupart des témoins ont demandé encore et encore des réformes, notamment des mesures pour protéger les personnes ou les collectivités vulnérables, pour créer des normes nationales exécutoires en matière de pollution de l'air, pour garantir l'évaluation des effets cumulatifs et synergiques des substances et pour renforcer le droit du public à être informé et écouté lors d'approbations en matière de toxines et pour exiger l'étiquetage obligatoire des produits de consommation. Le rapport final devrait être déposé au Parlement un peu plus tard ce printemps.

Le Comité a aussi déposé un rapport dans lequel il demande des mesures de protection accrues pour les parcs nationaux et les espaces protégés (bit.ly/airesprotegees).



Projet de loi d'exécution du budget

Certains se disent préoccupés parce qu'après avoir promis de ne pas le faire, le gouvernement a déposé un autre projet de loi omnibus d'exécution du budget de 300 pages qui modifie plus 30 lois sans beaucoup de débats. Il inclut un projet de loi visant à créer une banque de l'infrastructure qui mènera à la privatisation des infrastructures publiques.

Le budget ne prévoit pas la fin annoncée des échappatoires



Lors de la journée « Ayez un cœur » en compagnie de mes collègues néo-démocrates, j'ai remis au premier ministre des cartes écrites par des Albertains, qui demandaient un accès égal aux services pour les enfants autochtones.

fiscales relatives aux options d'achat d'actions des PDG ni, une fois de plus, les 155 millions de dollars nécessaires pour mettre un terme à la discrimination raciale en ce qui concerne les services d'aide aux enfants autochtones.

Aucune mesure n'est prévue en ce qui concerne les emplois précaires ni aucun allègement fiscal pour les petites et moyennes entreprises ni de fonds pour mettre en œuvre un régime d'assurance-médicaments, ce qui fait du Canada le seul

pays dont le régime d'assurance-maladie universelle ne couvre pas les médicaments sur ordonnance. Certains s'inquiètent des mesures qui mineront l'indépendance dont le directeur parlementaire du budget a besoin pour évaluer les dépenses et en rendre compte. Certains se disent aussi déçus de ce que l'aide étrangère soit bloquée, ce qui fait que le Canada renie encore une fois ses engagements.

Le budget prévoit une mesure positive, à savoir un financement au moins partiel du programme de gardiens autochtones pour promouvoir et appuyer des formations en matière de protection de l'environnement sur les terres autochtones, une initiative qui bénéficie de l'appui de tous les partis, de l'APN et de certaines industries.

Projet de légalisation du cannabis

Le gouvernement a déposé un projet de loi en vue de légaliser et de contrôler l'utilisation et la vente du cannabis. Nous sommes en train de passer en revue cette mesure législative et de proposer des modifications constructives, dont la réhabilitation des personnes reconnues coupables de possession simple de cannabis et l'orientation des recettes fiscales éventuelles vers les soins de santé, plus précisément le traitement et la prévention des dépendances. Ils sont nombreux, notamment dans la police, ceux qui, comme nous, sont en faveur de la décriminalisation immédiate de la possession simple et d'en faire un délit passible d'une amende jusqu'à la mise en place de la nouvelle loi. Des dizaines de milliers d'accusations criminelles sont déposées tous les ans pour possession simple, ce qui a des répercussions essentiellement chez les jeunes et les Canadiens racialisés. La loi laissera de nombreuses questions essentielles entre les mains des provinces qui auront besoin de temps pour élaborer leur propre système de réglementation en ce qui concerne la distribution et la vente, et qui doivent établir un système d'inspection et imposer un âge minimal et des limites en matière de quantités.

Autres projets de loi et rapports

Nous avons appuyé la promulgation de la Loi sur la non-discrimination génétique, une loi qui vise à épargner aux Canadiens la nécessité de dévoiler des renseignements à propos de défauts génétiques.

Mes collègues néo-démocrates ont déposé un certain nombre de projets de loi d'initiative parlementaire intéressants, notamment le projet de loi C-353, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (versements –



En mars, je me suis rendue à New York à titre de représentante des Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaire afin de participer à la conférence préparatoire des Nations Unies en vue des négociations sur le désarmement nucléaire. Malheureusement, le gouvernement Trudeau a boycotté les discussions et n'a pas envoyé de délégués. Fait marquant pour moi, j'ai rencontré l'ambassadrice de la paix Setsuko Thurlow, qui a survécu au bombardement d'Hiroshima, et l'ai entendue raconter son histoire.

Régime de pensions du Canada), qui vise à préserver l'indexation des prestations du Régime de pensions du Canada au coût de la vie pour les aînés vivant dans la pauvreté et ceux, nombreux, qui risquent aussi de sombrer dans la pauvreté. Il empêcherait que les montants versés aux pensionnés au titre du Supplément de revenu garanti soient réduits du seul fait que leur revenu a augmenté par suite de l'indexation à la hausse de la pension qui leur est versée dans le cadre du Régime de pensions du Canada. Le projet de loi C-325 modifierait la Déclaration canadienne des droits en y ajoutant le droit à un logement adéquat, à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés, et le projet de loi C-291 modifierait la Loi sur les aliments et drogues afin de régir l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés.

Examen de la politique énergétique nationale

Le ministre fédéral des Ressources naturelles, James Carr, a lancé un dialogue national, intitulé Génération Énergie, pour discuter du chemin que le Canada doit prendre pour réduire ses émissions de carbone à l'avenir. Au cours des six prochains mois, le gouvernement va consulter les provinces, les territoires, les groupes autochtones, des experts

internationaux et des universitaires et, par voie électronique, le public. L'accent est mis sur l'énergie abordable et des emplois innovants dans le secteur de l'énergie. Il est bon de noter qu'en dépit de promesses d'investissements dans la production d'énergie plus propre, peu de fonds y ont été alloués dans le budget de cette année. Je vous encourage à dire ce que vous pensez dans le cadre de cet examen en visitant www.generationenergie.ca.

Réforme électorale

La majorité des Canadiens, sollicités par le gouvernement pour donner leur avis sur la réforme électorale, se sont dits en faveur du remplacement du mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour par un mode de scrutin proportionnel. Le premier ministre n'en a pas tenu compte, est revenu sur sa promesse électorale de réforme électorale et a fait disparaître le mandat sur la réforme électorale quand il a nommé une nouvelle ministre des Institutions démocratiques en janvier. Plus de 130 000 Canadiens ont répondu en signant une pétition en ligne en faveur de cette réforme. Le porte-parole en matière de réforme démocratique Nathan Cullen arpente le pays dans tous les sens, avec un arrêt à Edmonton récemment, à la recherche de soutien.

DANS LA COLLECTIVITÉ



1

1 : J'ai pris « l'autobus pédestre scolaire » un matin pour me rendre à l'école primaire Belgravia. J'ai découvert, ce faisant, d'importants faits scientifiques.

2 : Ravie d'être nommée « Honorary Skirt » pour 2017 dans le cadre du festival des arts des femmes SkirtsAfire d'Edmonton, qui a lieu tous les ans en mars.

3 : Aux côtés de Wallis Kendal, de Kirsten Threefingers et de Megan Red Shirt-Shaw pour discuter de

de financement en matière de formation pour les Autochtones.

4 : Avec la professeure Tracy Bear de l'Université de l'Alberta lors du lancement d'Indigenous Canada, un cours en ligne ouvert à tous qui explore l'histoire des Autochtones et les enjeux modernes auxquels ils sont confrontés au Canada.

5 : Merci au directeur général de Mustard Seed, Dean Kurpjuweit, de son exposé récent sur les besoins des sans-abri à Edmonton.

6 : Avec une des nombreuses familles d'Edmonton Strathcona présentes lors de notre réception pour nouveaux citoyens en mars.

7 : Merci à tous ceux qui ont assisté à mon assemblée publique de février.

8 : Lors du forum Femmes Africaines Francophones tenu au Campus St-Jean en février.

Page couverture : Heureuse d'adresser la parole aux milliers de personnes rassemblées devant la Législature de l'Alberta, lors de la Marche des Femmes en janvier.



2



3



4



5



6



7



8